

LE DEVOIR

Femmes autochtones et tradition



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

JUANA VASQUEZ a fait le trajet du Guatemala à Kahnawake pour la cinquième rencontre continentale des femmes autochtones des Amériques, qui se déroule ces jours-ci. Environ 200 participantes y discutent de la recherche du mieux-être par le retour à la tradition. Nos informations en page A 4.

Hôpitaux et PPP: trop tard pour reculer

Les appels de qualification ont été lancés

KATHLEEN LÉVESQUE

Le CHUM et son pendant anglophone, le CUSM, entrent dans la «phase de non-retour». Les deux futurs méga-hôpitaux franchissent ces jours-ci la première étape qui les conduira à un partenariat public-privé (PPP) pour leur construction et leur entretien sur une période de 35 ans.

CHUM et le campus Glen du CUSM. L'exercice permettra de sélectionner trois candidats pour chacun des trois projets, lesquels pourront déposer une proposition l'hiver prochain. Lors de cette deuxième étape, un seul candidat sera choisi pour chaque projet.

Mais, entre-temps, les firmes tant québécoises qu'étrangères intéressées par ces projets gigantesques assisteront aujourd'hui et demain à des séances d'information. Elles auront ensuite jusqu'en

septembre pour présenter un dossier et ainsi se qualifier pour la conception, la construction, le financement et l'entretien à long terme d'un des trois projets.

Les capacités techniques des entreprises, leur solidité financière et leur expérience dans des projets d'envergure comparable serviront à sélectionner les trois consortiums. Les entreprises peuvent soumissionner pour les trois projets si elles le souhaitent.

Mais là s'arrêtent les informa-

tions que l'Agence des partenariats public-privé (PPP Québec) consent à donner. Malgré le discours public sur la transparence tenu par le p.-d. g. de PPP Québec, Pierre Lefebvre, ainsi que par la présidente du Conseil du trésor, Monique Jérôme-Forget, et son collègue de la Santé, Philippe Couillard, il est impossible d'obtenir certains détails de ce processus public à moins de payer 50 \$

VOIR PAGE A 8: HÔPITAUX

Rabaska: le BAPE est pris à partie

Le promoteur se défend de viser le marché américain du gaz

ISABELLE PORTER

Québec — Les opposants à Rabaska sur la Rive-Sud de Québec renouvellent leurs attaques contre le projet de terminal méthanier et s'en prennent maintenant à la crédibilité du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) qui vient de le recommander au gouvernement.

«Jamais dans le passé, pour un projet d'une telle ampleur et aussi controversé, une commission du BAPE n'aura exercé une analyse critique aussi douceuse et complaisante. C'est ça qui nous a frappés», a dénoncé hier le militant Gaston Cadrin, du Groupe d'initiatives et de recherches appliquées au milieu (GIRAM) de Lévis. «On a eu un BAPE qui se lave les mains et laisse à d'autres les décisions importantes», de renchéir

Jacques Levasseur, de l'Association pour la protection de l'environnement de Lévis (APPEL).

Les opposants à Rabaska avaient convoqué la presse hier matin pour faire connaître leurs griefs à l'endroit du projet de terminal méthanier et de la commission du BAPE qui lui a donné le feu vert mercredi.

Ces groupes — la coalition Rabat-Joie de Beaumont, l'AQLPA qu'on connaît pour sa lutte contre les SLAPP, l'Association de l'Île d'Orléans contre le port méthanier, l'APPEL et le GIRAM — réclament une «mobilisation des forces environnementales du Québec», un moratoire sur l'autorisation de terminaux méthaniers et des rencontres d'urgence avec les ministres Line Beauchamp, Claude Bécharde et Philippe Couillard.

VOIR PAGE A 8: RABASKA

PAKISTAN

L'armée donne l'assaut contre le Mosquée rouge

■ À lire en page A 5

ACTUALITÉS

Ottawa investit sept milliards pour défendre l'Arctique

■ À lire en page A 3



LUCY NICHOLSON REUTERS



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Des ustensiles compostables signés Nova Envirocom, une entreprise de Sherbrooke.

La table est mise pour les ustensiles compostables

Les jours de la vaisselle de plastique jetable sont comptés

LOUIS-GILLES FRANCOEUR

Il est arrivé à tout le monde, dans une cafétéria d'hôpital ou chez soi à la fin d'un petit souper de restauration rapide, de culpabiliser en jetant à la poubelle les restes du repas avec la vaisselle et les ustensiles de plastique que peu de gens prennent la peine de laver et de placer dans le bac à recyclage.

Cette époque s'achève car Nova Envirocom, une petite société commerciale de Sherbrooke, a entrepris il y a quelques semaines de produire des ustensiles de plastique «compostables», qui s'ajoutent à la vaisselle elle aussi «compostable». En moins de huit semaines, vaisselle et ustensiles vont se transformer en terre arable, sans la moindre molécule toxique. Ce compost pourra aboutir dans un champ où la vaisselle servira, juste retour des choses, à faire pousser des tomates, du blé ou des brocolis!

Le plus fascinant de l'histoire, c'est qu'on peut réutiliser ces ustensiles et cette vaisselle si on prend la peine de les laver, y compris au lave-vaisselle. Si on les perd au camping, ils vont tout simplement se transformer en engrais

naturel, en y mettant un peu plus de temps que dans un compost industriel, comme les municipalités en font faire pour réduire le volumes des déchets voués à l'enfouissement.

Pierre Morency, le p.-d. g. de Nova Envirocom est un écologiste de la première heure. Dans les années 80, il a été un des premiers à alerter *Le Devoir* et d'autres médias nationaux sur l'importation croissante de déchets américains, une pratique aujourd'hui interdite. Il a été un des fondateurs des Amis de la Terre en Estrie et le premier président du Regroupement national des conseils régionaux en environnement (RNCRE).

Il sillonnait alors le Québec dans sa vieille Volkswagen pour donner des cours de compostage dans des «assemblées de cuisine» de 20 à 30 personnes. La soirée se soldait généralement par la vente d'une «palette» de composteurs domestiques. Aujourd'hui, sa firme conseille les municipalités et des entreprises en

VOIR PAGE A 8: USTENSILES

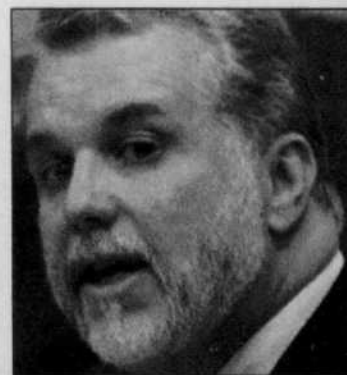
Protection de la jeunesse

Les familles élargies pourront se faire entendre, dit Couillard

LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY

Les compteurs ont été officiellement remis à zéro hier pour tous les enfants qui sont sous la garde de la Direction de la protection de la jeunesse (DPJ) avec l'entrée en vigueur de la nouvelle loi qui vise à leur offrir un projet de vie permanent, et ce, le plus rapidement possible. Cette restriction temporelle, qui a fait l'objet de nombreuses critiques dans la dernière année, a toutefois été revue et corrigée ces dernières semaines afin de permettre à la famille élargie de se faire entendre, une promesse confirmée de vive voix hier par le ministre de la Santé et des Services sociaux, Philippe Couillard.

Dans son rapport déposé le mois dernier, le groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption avait invité le gouvernement à ménager une petite place à la famille élargie des enfants pris en charge par la DPJ, que ce soit les grands-parents, les oncles, les tantes ou encore les personnes qui sont significatives dans la vie de l'enfant, comme le parrain ou la marraine. Il semble que leur demande ait été entendue deux fois plutôt qu'une. Non seulement ces gens auront tous la faculté d'exercer une tutelle, mais ils seront aussi appuyés par un soutien financier jusqu'alors inexistant, a confirmé hier Philippe Couillard lors d'un entretien téléphonique avec *Le Devoir*.



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Philippe Couillard

Selon le ministre de la Santé et des Services sociaux, la nouvelle loi conserve l'idée que la «première et la meilleure option» demeure le retour en milieu familial naturel. «Malheureusement, ça n'est pas toujours possible, et on a donc ajouté des dimensions de souplesse importantes afin de stabiliser le trajet de ces enfants-là», explique-t-il. Concrètement, le principal changement apporté à la loi tient à la durée maximale du placement au terme duquel l'enfant devra se voir offrir un projet de vie permanent.

Auparavant, ces derniers pouvaient, au prix de séqueles permanentes, être ballottés d'une famille à l'autre pendant des années. Désormais, le délai sera fixé à 12 mois pour les moins de deux ans, à 18 mois pour les deux à cinq ans,

VOIR PAGE A 8: COUILLARD

INDEX

- Annonces B 4
- Avis publics .. B 5
- Décès B 4
- Météo B 6
- Mots croisés . B 6
- Sudoku B 4
- Télévision..... B 7

7 78313 00065 8

LES ACTUALITÉS



Être femme et autochtone pousse à la solidarité

Kahnawake accueille la cinquième rencontre continentale des femmes autochtones des Amériques. Un point de ralliement pour toutes celles qui conjuguent le mieux-être avec le retour aux traditions.

BRIAN MYLES

L'école secondaire de Kahnawake est fermée pour l'été, mais les accents espagnol, français, anglais et kanien'kéha (la langue mohawk) y résonnent ces jours-ci sous un grand chapiteau bondé de 200 femmes venues de 17 pays d'Amérique, où les Premières Nations s'accrochent encore à l'espoir d'une vie meilleure.

La communauté mohawk de Kahnawake est l'hôte de la cinquième rencontre continentale des femmes autochtones des Amériques. C'est la première fois que cet événement se tient dans l'hémisphère nord. Des femmes sont venues aussi loin que le Guatemala, le Chili et le Venezuela pour discuter des problèmes contemporains de leurs communautés respectives (suicide chez les jeunes, acculturation, violence conjugale, etc.) et des moyens traditionnels pour y remédier.

« Cette conférence vise à établir un équilibre et démontrer que nous pouvons encore combiner les enseignements anciens de nos ancêtres avec un mode de vie contemporain au XXI^e siècle », a expliqué Ellen Gabriel, présidente de Femmes autochtones du Québec et l'une des principales organisatrices de ce rassemblement. « Ce sont leurs mots et leur sagesse qui nous guideront dans les prochains jours », a-t-elle ajouté.

Mme Gabriel a reconnu d'emblée que la mission est complexe. Au Canada, la colonisation, suivie d'une tentative ratée d'assimilation des premières nations, a conduit à une immense perte de repères, un vide immense qui prend sa pleine dimension dans le fait que de nombreux autochtones ne parlent plus la langue de leurs ancêtres. « On s'est tellement fait dire que la culture de nos ancêtres c'était mauvais, c'était pas une bonne chose pour nous », se désole Ellen Gabriel. [...] Il



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Juana Vasquez, une Maya du Guatemala, a initié le rituel de purification lors de l'ouverture de la cinquième rencontre continentale des femmes autochtones des Amériques, hier à Kahnawake. Elle a insisté dans son allocution sur l'importance de ramener les valeurs spirituelles à l'avant-plan du quotidien. Teresa Contreras (en haut à gauche), une descendante aztèque du Mexique, a invité pour sa part les quelque 200 participantes à faire avec elle un « cercle de feu » à l'extérieur du chapiteau.

ya des personnes qui ne respectent pas leur culture et ne pratiquent pas leur langue.»

La rencontre continentale vise à freiner ce mouvement de recul identitaire. Les participantes se donnent du « sister » entre elles, et c'est doublement vrai. À la fois femmes et autochtones, elles doivent transcender ces deux conditions, souvent difficiles à porter, afin de s'épanouir dans la vie. « On est femme et autochtone, on a deux prises contre nous », note Mme Gabriel.

Dans ce contexte, il n'y a rien d'étonnant à ce que les femmes autochtones tentent de nouer des liens de solidarité qui passent par tous les coins de l'Amérique. « On cherche à voir comment on peut créer un réseau de femmes sur tout le continent et comment on peut partager nos expériences [respectives] », explique Mme Gabriel.

Maria Portugal, citoyenne française née chez les Aymara, en Bolivie, évoque ce désir de retrouvailles. « Ça nous permet de partager nos expériences et de voir jusqu'où avance la revendication des droits. C'est une façon de s'intégrer, d'une façon ou l'autre, dans la communauté internationale », dit Mme Portugal, membre du collège exécutif du Parti vert, en France.

Retour aux traditions oblige, la cinquième ren-

contre continentale a cependant commencé par une cérémonie de purification initiée par une Maya du Guatemala, Juana Vasquez, des chants mohawks et une table ronde thématique donnant le tout premier droit de parole aux aînés.

Mme Vasquez a longuement parlé de la nécessité de retrouver un équilibre entre les valeurs matérielles et spirituelles. « L'abus des ressources naturelles dépend d'une vision matérialiste et égocentrique qui a amené l'humanité à se détériorer et à contaminer la mère terre, l'eau, les arbres, a-t-elle dit. Ce qui est matérialiste nous aveugle, nous rend sourd et rabaisse toute la force des êtres humains. Et c'est ainsi que nous arrivons à manquer de respect envers la mère terre et les éléments qui nous donnent la vie. »

L'événement se poursuit aujourd'hui et demain avec des conférences sur la santé mentale, les droits de la personne, les problèmes de violence, le leadership et les médecines traditionnelles. Il se veut une célébration de fierté pour celles qui portent leur culture ancestrale à bout de bras. « Nous ne devrions jamais oublier qui nous sommes », a dit Ellen Gabriel.

Le Devoir

Gouvernement régional du Nunavik

Une entente serait bientôt signée

CLAUDE FOURNIER

Un pas important vers la mise sur pied d'un gouvernement régional du Nunavik dans le nord du Québec pourrait être franchi le mois prochain. Les trois parties impliquées souhaitent procéder à la signature d'une entente de principe en ce sens le 23 août, à Kuujuaq.

Les représentants des équipes de négociation des Inuits et des gouvernements du Québec et du Canada se sont rencontrés le 28 juin dernier pour une révision finale du texte de l'entente de principe dans ses trois versions. Tous les changements faits au cours des dernières années de négociation ont ainsi été vérifiés.

Le gouvernement du Québec affirmait être plus à l'aise avec le mot « régional » pour qualifier le gouvernement. Il estimait que le mot « gouvernement » avait en français une connotation qui pouvait porter à confusion s'il n'était pas suivi du qualificatif « régional ».

Du côté des Inuits, c'était d'abord l'expression « administration régionale du Nunavik » qui était inacceptable, mais leurs négociateurs se sont mis d'accord pour employer l'expression « gouvernement régional du Nunavik ».

Cette nouvelle forme de gouvernement sera sous la juridiction du gouvernement du Québec. L'éventuel gouvernement régional sera chargé de faire la fusion de trois institutions qui s'occupent de santé, d'éducation et d'affaires municipales.

Le ministre responsable des Affaires autochtones du Québec, Benoît Pelletier, est chargé de porter le dossier à l'attention de ses collègues du conseil des ministres au cours des prochaines semaines. Du côté fédéral, tous les efforts sont apparemment faits afin que le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, Jim Prentice, soit autorisé à signer l'entente. Les Inuits, représentés par la Société Makivik, et dont la négociatrice était Minnie Grey, souhaitent qu'on procède à sa signature dès

l'ouverture d'un sommet qui aura lieu les 23 et 24 août.

Le nouveau gouvernement régional du Nunavik sera surtout basé sur la fusion de l'Administration régionale Kativik, la Commission scolaire Kativik et la Régie régionale des soins et des services de santé du nord. Selon les conditions de la Convention de la Baie James et du Nord québécois (CBJNQ), ces organismes sont en grande partie financés par la province.

L'équipe de négociation des Inuits souligne que les trois organismes qui seront fusionnés ont une expérience de 25 ans dans la fourniture de services importants aux habitants du Nunavik. Les Inuits jugent par ailleurs essentiel que la nouvelle entité puisse maintenir une solide relation avec le Nunavut, le nord du Labrador ainsi que les autres juridictions de l'Arctique où les Inuits constituent une large majorité de la population.

Presse canadienne

L'unité d'hématologie-oncologie est contaminée

Sainte-Justine forcé de hâter l'ouverture du nouveau centre de cancérologie

LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY

Branle-bas de combat au Centre hospitalier universitaire Sainte-Justine. Hier, 17 petits patients au système immunitaire fragile ont dû être déplacés d'urgence en raison de la mauvaise qualité de l'air dans l'unité d'hématologie-oncologie, qui est aux prises avec des colonies de champignons mettant en péril la santé de ces enfants. Essentiellement préventif, ce déménagement aura forcé l'entrée en fonction du tout nouveau Centre de cancérologie de l'hôpital montréalais, dont l'ouverture officielle n'était pourtant prévue qu'à l'automne prochain.

Invoquant la transparence, la directrice des soins professionnels a convié les médias hier pour faire le point sur ce déménagement imprévu, qui s'accompagne de deux cas d'infections aux champignons apparemment non reliés à cet épisode. « Il n'y a pas d'écllosion, pas d'épidémie. On est en mode strictement préventif », a précisé d'entrée de jeu la Dre Isabelle Amyot. Exception faite de l'unité d'hématologie-oncologie, la qualité de l'air a en effet été jugée satisfaisante partout dans l'hôpital, et aucun déménagement supplémentaire n'est à prévoir.

Quant à l'unité d'hématologie-oncologie qui a été prise en faute, elle restera vide jusqu'à nouvel ordre puisque les travaux intensifs de nettoyage et le changement des filtres n'ont pas suffi à éradiquer les colonies de champignons identifiées pour la première fois, le 26 juin dernier, lors de simples tests de routine. Techniquement, les colonies identifiées dans cette unité ne sont pas en nombre suffisant pour nuire à la santé des humains. Mais les personnes dont le système immunitaire est affaibli, comme les petits patients de cette unité destinée aux cancéreux, y sont très sensibles, spécialement à l'aspergillus, un champignon virulent mais très fréquent.

À Montréal, juste en ouvrant ses fenêtres, on trouve entre 500 et 2500 colonies de champignons de toutes sortes par mètre cube d'air. Dans les unités réservées à la clientèle dont le système immunitaire est supprimé, on ne tolère toutefois que de très petites quantités de colonies, dont seulement 0,1 colonie d'aspergillus, explique la Dre Céline Laferrière, microbiologiste à l'hôpital Sainte-Justine. Les derniers tests effectués dans l'unité d'hématologie avaient toutefois révélé des pourcentages dépassant de beaucoup la limite permise. « Lorsque ces patients sont exposés [à des colonies d'aspergillus dépassant la norme permise], les risques de mortalité sont de 40 à 80 %, [selon] l'importance des colonies », précise la Dre Laferrière.

Heureusement, les 17 petits patients déplacés n'ont nullement été incommodés par l'aspergillus. Malchance ou conséquence directe, un de ces enfants est aujourd'hui aux prises avec un autre type de champignon, moins virulent, le rhizomucor. Un deuxième enfant, qui a séjourné dans une autre unité qu'on a refusé de nommer, est quant à lui atteint d'une infection fongique attribuée à l'aspergillus. Ce dernier cas n'aurait toutefois rien à voir avec le déménagement soudain. « On ne peut pas faire de lien entre les champignons identifiés dans l'unité et les deux souches découvertes chez ces enfants », a expliqué la Dre Amyot, en précisant que leur vie n'est en danger.

L'origine de cette prolifération soudaine n'a pas non plus pu être déterminée. Il ne semble pas que l'entretien des filtres et des conduits d'air soit en cause, a tenu à rappeler la directrice. Celle-ci convient toutefois que la vétusté des lieux pose un défi quotidien aux administrateurs. Il n'y aura pas lieu, pour l'instant, de rapprocher les tests d'analyse de la qualité de l'air, qui ne sont faits que tous les six mois dans cette unité pourtant ultra sensible. « Ce sont les standards habituels et, habituellement, ils répondent bien », a fait valoir la Dre Laferrière.

Quant au nouveau Centre de cancérologie qui accueille maintenant les 17 petits patients déplacés, il est parfaitement sécuritaire, assure la direction. Les grands travaux sont déjà complétés depuis quelques semaines, et il restait seulement quelques menus travaux de peinture à faire. D'ici Noël, le déménagement devrait être complété.

Ce n'est pas la première fois que le CHU Sainte-Justine est aux prises avec des champignons ou des bactéries qui constituent un défi constant pour les hôpitaux québécois. En avril, Radio-Canada a révélé que six bébés sont morts en 2004 et 2005 après avoir contracté la bactérie pseudomonas aeruginosa à l'hôpital Sainte-Justine. En 2005, le CHU avait aussi confirmé le décès d'un bébé prématuré qui était soigné, dans son unité des soins intensifs de néonatalogie, des suites d'une infection fongique.

Le Devoir

EN BREF

Accrocs aux somnifères

Toronto — Près de la moitié des personnes âgées à qui on avait

prescrit un somnifère lors d'un séjour à l'hôpital prennent toujours ce médicament six mois après leur retour à la maison, parce qu'elles sont devenues dépendantes du produit, selon une étude. Les som-

nifères, connus sous l'appellation de benzodiazépines et incluant des marques comme Valium et Ativan, sont associés à des effets secondaires indésirables comme la somnolence de jour, des problèmes cognitifs, des blessures dues à des chutes et des accidents de voiture. Les benzodiazépines ont un autre effet important mais souvent négligé: leur consommation à long terme peut entraîner une dépendance, a souligné l'auteur de l'étude, le docteur Chaim Bail, de l'Institut de recherche en services de santé (IRSS) de Toronto, hier. L'étude révèle que le risque de devenir « accrocs » à des médicaments qui font dormir est plus élevé chez les femmes et les patients admis aux soins intensifs ou à des services non chirurgicaux. Les patients dont l'hospitalisation est plus longue, qui sont atteints de plusieurs maladies, ont un passé d'alcoolisme ou qui prennent plu-

sieurs médicaments courent aussi un risque accru de dépendance. — PC

Les jeunes fument moins

Ottawa — Le taux de tabagisme chez les jeunes Canadiens âgés de 15 à 19 ans a diminué, selon une étude publiée hier matin par Statistique Canada. Selon l'enquête, 15 % des jeunes de ce groupe d'âge étaient des fumeurs quotidiens ou occasionnels en 2006, comparativement à 18 % en 2005. Les taux correspondants à ce groupe d'âge étaient demeurés stables pour la période de 2003 à 2005. La proportion de jeunes fumeurs quotidiens est passée de 11 à 9 % de 2005 à 2006. Les jeunes femmes sont apparemment à l'origine de la plus grande partie de cette baisse. Le

taux de tabagisme des filles de 15 à 19 ans est passé de 18 % en 2005 à 14 % en 2006. La prévalence du tabagisme chez leurs homologues masculins était de 16 %, comparativement à 18 % en 2005. — PC

Découverte

Toronto — Percée importante dans la recherche sur le cancer colorectal: des chercheurs canadiens de l'Ontario Institute for Cancer Research et de Action Cancer Ontario ont découvert un chromosome lié à cette forme de cancer. Cette percée pourrait permettre de connaître les personnes à risque et de sauver des vies grâce au dépistage précoce. Cette étude publiée, hier, dans la revue *Nature Genetics*, constitue le rapport du projet ARCTIC (Assessment of Risk for Colorectal Tumours in Canada). — PC

40% à 70%

Solde d'été

Deslongchamps

1007, rue LAURIER ouest, Outremont
Tél.: 274-2442



Monique SOUBLIÈRE, Francis J. BONKOWSKI et Rosalie BANKO
Directeur: Francis J. BONKOWSKI

RIGHT ON!

Anglais langue seconde
1^{re} année du 2^e cycle du secondaire

Facile à utiliser et répond à tous les critères du programme du MELS.

Student Book 1
224 pages - 39,95 \$
ISBN 978-2-7608-5610-3

LIDEC inc.
514-843-5991

En vente dans toutes les librairies
Le prix est indiqué sous réserve de modifications.

LE MONDE

Interpol accuse Londres de non-coopération

Londres ne partagerait pas de renseignements sur les terroristes

MARK TREVELYAN

Londres — Les méthodes adoptées par la Grande-Bretagne pour combattre le terrorisme «ne se situent pas dans le bon siècle», affirme le secrétaire général d'Interpol, Ronald Noble, dans une lettre ouverte diffusée hier.

Noble accuse Londres de ne pas partager de renseignements sur les terroristes et de ne pas consulter une importante base de données de son organisation, qui milite pour la coopération policière internationale.

Ses propos risquent d'embarasser les autorités britanniques au moment où elles enquêtent sur les attentats déjoués fin juin à Londres et Glasgow, dont les auteurs présumés étaient des activistes islamistes originaires de l'Inde et du Moyen-Orient.

Le Premier ministre Gordon Brown a jugé nécessaire, dans une interview publiée ce week-end, que les renseignements obtenus par un pays sur le recrutement des terroristes soient communiqués à d'autres pays. Mais Noble reproche précisément à la Grande-Bretagne de ne pas l'avoir fait.

«Le Royaume-Uni n'a pas partagé sa liste de terroristes présumés avec Interpol», écrit-il dans sa lettre diffusée sur le site Internet de l'organisation. «Le Royaume-Uni risque de laisser échapper une piste importante; un pays consultant Interpol n'obtiendrait pas de renseignements, ou [des renseignements] incomplets; et les individus inscrits sur la liste de terroristes présumés du Royaume-Uni pourraient planifier et perpétrer d'autres attentats terroristes.»

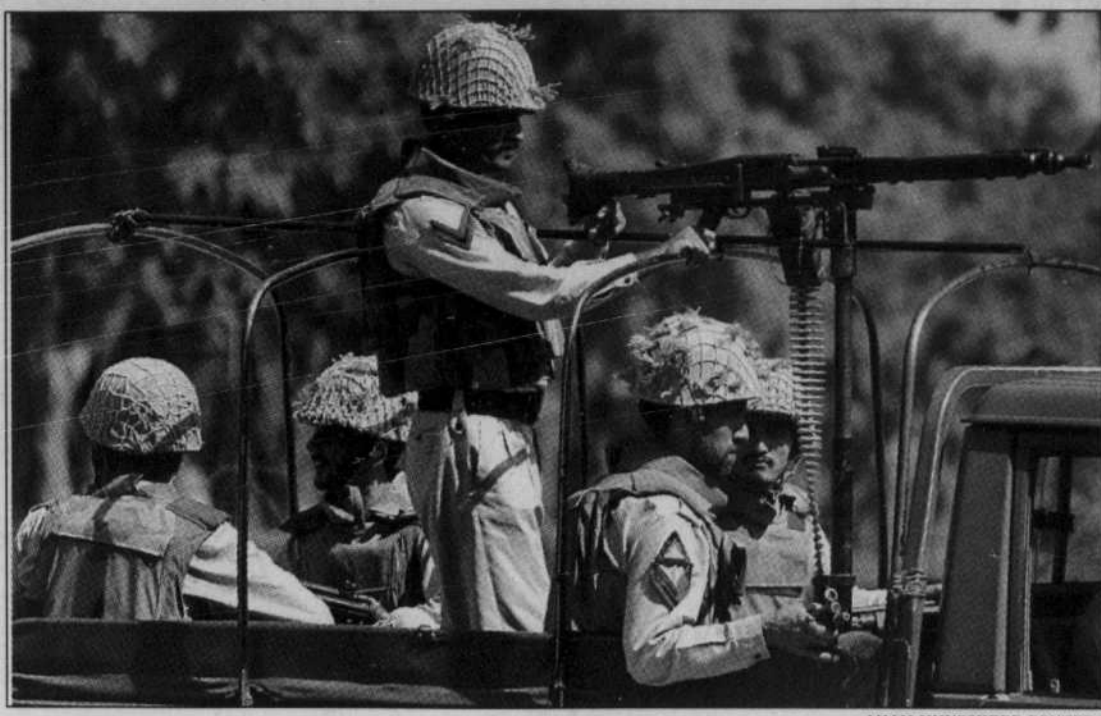
Reuters

Noble déplore aussi que les autorités britanniques ne confrontent pas systématiquement les passeports de visiteurs étrangers à une base de données d'Interpol fournissant des détails sur plus de sept millions de passeports perdus ou volés.

Lors d'une séance au parlement, Jacqui Smith, la nouvelle secrétaire britannique au Home Office (ministre de l'Intérieur), n'a pas répondu directement à ces accusations, mais a affirmé que tous les terroristes suspects fichés par Interpol figuraient sur les «listes d'alerte» des autorités britanniques. Elle a ajouté que des travaux étaient en cours pour permettre à tous les agents des forces de l'ordre britanniques d'avoir accès à la base de données d'Interpol sur les passeports volés.

Noble insiste régulièrement sur le fait que les pays qui ne répriment pas avec détermination les vols de passeports font le jeu des terroristes et des criminels. Seuls 17 des 186 membres d'Interpol consultent systématiquement sa base de données, a-t-il souligné. «En revanche, tous les pays contrôlent systématiquement nos sacs pour voir si nous transportons des bouteilles d'eau ou d'autres liquides. Les priorités de ce genre sont mal placées.»

Un porte-parole du Home Office a assuré que la Grande-Bretagne coopérait étroitement avec Interpol et que ses services de lutte contre le crime organisé consultaient les bases de données de l'organisation pour le compte de différentes agences de sécurité britanniques.



Des soldats pakistanais patrouillaient près de la Mosquée rouge hier.

MIAN KHURSHED REUTERS

PAKISTAN

L'armée donne l'assaut contre la Mosquée rouge

Islamabad — Au moins vingt-trois militants et trois soldats ont été tués dans l'assaut lancé à l'aube contre la Mosquée rouge fondamentaliste d'Islamabad où sont retranchés des islamistes accusés de retenir des otages, a annoncé l'armée.

«Selon mes informations, vingt-trois militants ont été tués et au moins quinze blessés. Trois membres des forces de sécurité ont également été tués et quinze autres blessés», a indiqué à l'AFP le porte-parole de l'armée, le général de division Waheed Arshad.

Le responsable a ajouté ne disposer d'aucune information sur le sort d'Abdul Rashid Ghazi, le chef présumé des irréductibles encore retranchés dans la mosquée. Selon le général, aucune explosion suicide n'a eu lieu à l'intérieur du vaste complexe. La presse avait récemment indiqué que des radicaux retranchés dans la mosquée avaient été équipés de ceintures d'explosifs.

Environ 60% du site est dorénavant contrôlé par les forces pakistanaises, a assuré le porte-parole. «C'est une offensive finale pour nettoyer la place de ses militants armés», a déclaré le général Arshad. «Nos troupes sont maintenant à l'intérieur de la Mosquée et sont arrivées sur le toit», a-t-il précisé.

Les islamistes retranchés opposent «une vive résistance», a-t-il concédé. «Les militants emploient des armes de petit calibre et des grenades. Ils sont dans le sous-sol. Une telle opération pourrait prendre trois à quatre heures», a-t-il ajouté.

De fortes explosions et des échanges nourris de coups de feu pouvaient être entendus depuis le site de la mosquée, d'où s'échappaient des panaches de fumée noire. De nombreuses ambulances allaient et venaient aux abords de l'édifice assiégé, où, selon les autorités des islamistes proches d'Al-Qaïda retienent des femmes et enfants en tant que «boucliers humains».

«Jamia Hafsa, l'école coranique de filles, est en feu. L'incendie a été provoqué par l'explosion de charges afin d'éliminer des éventuels pièges dans l'édifice», a indiqué à l'AFP un haut responsable des services de sécurité.

Vingt enfants de la mosquée ont été recueillis par les forces de sécurité, a précisé le général Arshad sur

la chaîne de télévision Geo.

Le chiffre précis des personnes encore retranchées dans l'édifice n'est pas clairement établi. Les autorités ont évalué à une centaine le nombre de radicaux encore retranchés dans la mosquée, qui auraient pris en otage trois à quatre cents femmes et enfants.

Le chef adjoint de la mosquée, Abdul Rashid Ghazi, le seul responsable officiel du site religieux encore à l'intérieur, avait quant à lui affirmé que 1 800 personnes se trouvaient à ses côtés, promettant qu'ils étaient prêts à mourir en martyr plutôt que de se rendre. Leur sang déclencherait la «révolution islamique», avait promis Ghazi.

Peu après le lancement de l'opération, Ghazi a téléphoné à une télévision privée, accusant le gouvernement de «génocide». «Je me demande si le gouvernement a jamais eu l'intention de dénouer la crise. Tout ce qu'ils veulent, c'est un génocide», a-t-il déclaré.

Le président Pervez Musharraf avait jusqu'à présent été réticent à lancer un assaut général sur la mosquée, craignant un bain de sang.

Des discussions de la dernière chance avaient été lancées hier, mais, quelques minutes avant l'assaut, le négociateur en chef Chaudhry Shujaat Hussain, ancien premier ministre, a annoncé leur échec.

«Après 11 heures de négociations, nous sommes profondément déçus que les pourparlers aient échoué», a déclaré Chaudhry Shujaat Hussain. «Nous avons téléphoné à Abdul Rashid Ghazi et nous lui avons demandé de penser aux femmes et enfants innocents à l'intérieur de la mosquée», a déclaré M. Hussain. «Mais il a dit qu'il s'en occuperait plus tard», a-t-il ajouté.

Les pourparlers avaient fait appel à des religieux proches des milieux islamistes.

Les affrontements à la mosquée avaient débuté le 3 juillet, poussant les autorités à décider un siège de l'édifice. Selon un bilan officiel, 24 personnes sont décédées depuis le début des heurts, sans compter les victimes faites par l'assaut. Ghazi avait affirmé que les forces gouvernementales avaient tué 335 personnes.

Agence France-press

Selon le ministre irakien des Affaires étrangères

La Turquie masserait des soldats à la frontière de l'Irak

Bagdad — L'armée turque a massé 140 000 hommes le long de la frontière irakienne, a affirmé hier le ministre irakien des Affaires étrangères, Hochiyar Zebari. «Une grande mobilisation est en cours le long de la frontière septentrionale de l'Irak, que nos services de sécurité et de renseignement estiment à plus de 140 000 soldats dotés d'équipements de toute sorte», a-t-il dit lors d'une conférence de presse.

L'état-major de l'armée turque presse le gouvernement d'autoriser une incursion dans le nord principalement kurde de l'Irak pour écraser les séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qui utilisent ce territoire comme base arrière. Les attentats imputés au PKK se sont multipliés récemment, accentuant la tension à l'approche des élections législatives anticipées du 22 juillet en Turquie.

«La position du gouvernement sur le sujet est claire. Nous sommes hostiles à toute ingérence ou violation de la souveraineté irakienne de la part des États voisins», a poursuivi Zebari, lui-même membre de la communauté kurde. «Nous comprenons les craintes légitimes de la Turquie au sujet des activités du Parti des travailleurs et jugeons cette question négociable. Il existe une commission turco-américano-irakienne, et c'est l'organe adéquat pour résoudre les problèmes entre les deux pays. Nous sommes prêts à accueillir les activités de cette commission à Bagdad», a-t-il ajouté.

Les États-Unis ont indiqué hier partager les craintes de la Turquie concernant les rebelles kurdes dans le nord de l'Irak, mais exhortent Ankara à ne pas lancer d'incursions militaires chez son voisin. «Le PKK et les organisations terroristes sont bien sûr des sujets d'inquiétude pour nous», a dit le porte-parole de la Maison-Blanche, Tony Snow, en faisant référence aux rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan. «Mais il est également important de reconnaître la souveraineté territoriale de l'Irak», a-t-il ajouté.

Le gouvernement turc a mis au point des plans pour une éventuelle incursion militaire dans les montagnes du nord de l'Irak afin d'en déloger les rebelles du PKK, avait déclaré fin juin le ministre turc des Affaires étrangères, Abdullah Gül. Il avait prévenu que la Turquie mettrait ces plans en œuvre si les autorités irakiennes ou les États-Unis ne parvenaient pas à agir contre le PKK, qui est considéré comme une organisation terroriste par Ankara comme par Washington.

Par ailleurs, le président George Bush n'a pas l'intention de retirer maintenant des troupes d'Irak, a dé-



Hochiyar Zebari

ALI ABBAS REUTERS

claré hier la Maison-Blanche, en dépit de pressions croissantes de membres de son propre parti, le Parti républicain, en faveur d'un changement de stratégie.

Le New York Times rapportait hier que le débat s'intensifie dans l'entourage du président pour savoir s'il ne devrait pas, pour éviter davantage de défections républicaines, prendre les devants en fixant dès cet été un calendrier de retrait graduel des troupes américaines des zones d'Irak où elles sont les plus exposées.

Le New York Times, qui citait des sources autorisées et des conseillers à la Maison-Blanche, précise que l'entourage présidentiel craint la défection progressive des derniers soutiens au sein du Sénat américain à la politique volontariste et offensive de Bush.

Agence France-press et Reuters

EN BREF

Condamnations

en Grande-Bretagne

Londres — Trois hommes ont été jugés coupables hier de participation aux attentats ratés contre les transports publics de Londres en juillet 2005, deux semaines après la mort de 52 personnes dans une précédente vague d'attentats suicides. Le tribunal londonien de Woolwich, devant lequel leur procès a débuté il y a près de six mois, a déclaré que les trois coupables, des musulmans d'origine africaine, avaient eu l'intention de provoquer un carnage équivalent à celui du 7 juillet. Trois autres accusés poursuivis pour les mêmes faits attendent encore leur verdict. Selon la police, les détonateurs utilisés le 21 juillet ont fonctionné mais n'ont pas suffi à mettre à feu les charges explosives. Les trois coupables ont affirmé, eux, qu'il s'agissait simplement d'un canular pour protester contre la présence militaire britannique en Irak. Ils ont ajouté n'avoir jamais eu l'intention de tuer et expliqué que le dispositif de leurs bombes avait été conçu précisément pour éviter une explosion. — AFP

Un dirigeant indien assassiné au Brésil

Brasilia — Un dirigeant américain défendant les droits fonciers de son peuple dans le sud-ouest du Brésil a été assassiné par un homme qui a dit agir au nom de propriétaires d'exploitations, a rapporté hier Cimi, un mouvement catholique de défense des Amérindiens, en citant l'épouse de la victime, Ortiz Lopes, un Indien kaïowa, a été tué à bout portant dimanche soir près de la frontière avec le Paraguay. Jusqu'à présent, 20 Amérindiens ont été assassinés cette année dans l'Etat du Mato Grosso do Sul, le même nombre que pour l'ensemble de l'an dernier, a précisé une porte-parole de Cimi. De violents conflits mettant aux prises des Indiens, des propriétaires terriens et la police se sont multipliés ces derniers mois, alors que de plus en plus d'Indiens kaïowa et guarani, au nombre de 40 000 dans cet Etat, quittent leurs réserves surpeuplées et tentent de récupérer des terres ancestrales. — Reuters

L'évêque à Cuba

La Havane — Quelques 70 délégués, dont plusieurs évêques, sont arrivés hier à La Havane pour la 31^e session du Conseil épiscopal latino-américain et des Caraïbes (CELAM), qui se réunit pour la première fois à Cuba. Pour l'évêque auxiliaire de La Havane, M^{re} Juan de Dios Hernandez, la tenue pour la première fois dans l'île communiste d'une session ordinaire de la CELAM, convoquée tous les deux ans, est «une manière de soutenir notre Eglise à Cuba», selon le site Internet de la CECC. — AFP

Le premier ministre abkhaze attaqué

Bakou — Le premier ministre de la région séparatiste géorgienne d'Abkhazie, Alexandre Ankvab, a été légèrement blessé hier dans l'attaque de sa voiture. Le véhicule de M. Ankvab a été attaqué alors que ce dernier se rendait à Soukhoumi, la «capitale» de l'Abkhazie, a déclaré le «vice-ministre» des Affaires étrangères de la région séparatiste, Maxime Gvindzia. «Ses blessures ne sont pas très graves mais il a reçu des soins à l'hôpital», a-t-il ajouté. «L'incident fait l'objet d'une enquête», a-t-il poursuivi. — AFP

Des élections anticipées en Pologne?

Varsovie — Le premier ministre polonais Jaroslaw Kaczynski a évoqué la perspective d'élections anticipées en Pologne, après le limogeage hier du vice-premier ministre, le populiste Andrzej Lepper, dont le parti Samoobrona a décidé de quitter la coalition gouvernementale. «S'il n'y a pas de majorité gouvernementale, l'organisation d'élections anticipées constitue l'unique solution», a déclaré M. Kaczynski, cité par l'agence PAP. Le parti Samoobrona (Autodéfense) de M. Lepper, allié du parti conservateur Droit et Justice (PiS) de M. Kaczynski, a décidé hier soir de quitter la coalition gouvernementale, après le limogeage de M. Lepper, impliqué dans une affaire de corruption. Une autre démission a été annoncée plus tard dans la soirée, celle du ministre des Sports Tomasz Lipiec, membre d'un autre parti allié de PiS, la Ligue des familles polonaises (extrême droite) qui serait aussi impliqué dans une affaire de corruption. — AFP

Israël se désiste

La mission jordano-égyptienne ne sera pas reçue pas Olmert jeudi

Washington — Une visite en Israël des ministres des Affaires étrangères de Jordanie et d'Égypte, prévue jeudi, a été reportée sine die, a annoncé hier à Washington le ministre égyptien des Affaires étrangères, M. Ahmed Aboul Gheit.

«Cette visite est reportée pour quelque temps, pour des raisons israéliennes», a déclaré M. Aboul Gheit à des journalistes à sa sortie du département d'Etat, où il venait d'être reçu par la secrétaire d'Etat américaine, Condoleezza Rice. «Cette visite ne se tiendra pas jeudi, mais nous espérons pouvoir l'effectuer en juillet», a-t-il ajouté.

Selon le chef de la diplomatie égyptienne, c'est le premier ministre israélien Ehoud Olmert qui a demandé le report de cette réunion pour des «raisons d'ordre privé».

Le ministère israélien des Affaires étrangères avait indiqué dimanche que M. Aboul Gheit et son homologue jordanien Abdel Ilah Khatib étaient attendus jeudi en Israël pour discuter de la relance du processus de paix. «Nous

nous attendons à recevoir leur visite jeudi mais la date n'a pas été fixée définitivement», avait indiqué une porte-parole du ministère.

La Ligue arabe a chargé l'Égypte et la Jordanie, les deux seuls pays arabes à avoir signé un traité de paix avec l'Etat hébreu, de tenter de convaincre les responsables israéliens d'accepter l'initiative de paix arabe relancée en mars dernier au sommet de Ryad.

Ce plan de paix arabe propose une normalisation des relations avec Israël en échange d'un retrait total des territoires conquis en 1967, de la création d'un Etat palestinien et d'un règlement de la question des réfugiés palestiniens.

Par ailleurs, le premier ministre israélien et le président palestinien se rencontreront la semaine prochaine, a annoncé hier la porte-parole d'Olmert. Miri Eisin a précisé qu'aucune date n'avait été arrêtée. On ignore de même où ils se retrouveront.

Agence France-Press et Reuters

ARGENTINE

Des billets de banques dans le bureau de la ministre

Buenos Aires — La ministre argentine de l'Économie, Felisa Miceli, se retrouve sur la sellette depuis une semaine après la découverte d'un sac rempli de billets, représentant une valeur de plus de 60 000 dollars, dissimulé dans les toilettes de son bureau.

La ministre, une proche du président Nestor Kirchner, avec lequel elle a milité à l'université dans les années 70, assure n'avoir «commis aucun délit», affirmant que cet argent était destiné à l'achat d'un appartement à Buenos Aires.

«C'est une machination manifestement montée pour me nuire», a déclaré Mme Miceli le week-end dernier, estimant qu'«on cherchait à mettre la main sur le ministère de l'Économie.»

«C'est une attaque politique, non contre moi, mais contre le gouvernement, c'est une année électorale», avait-elle encore dénoncé, en faisant allusion à l'élection présidentielle prévue en octobre.

Mme Miceli, nommée fin 2005, a reçu le soutien du gouvernement, alors qu'elle participait hier aux côtés des autres ministres à la cérémonie du jour de l'Indépendance en présence du chef de l'Etat à Tucuman.

L'affaire a été révélée la semaine dernière par la presse, après la dé-

couverte du sac de billets par une patrouille de police lors d'un contrôle de routine au ministère. Une enquête a été ouverte vendredi afin de déterminer l'origine des fonds.

Un porte-parole du ministère a reconnu que le sac contenait des dollars et des pesos argentins pour un montant équivalant à 64 000 dollars, mais la somme exacte n'a pas été précisée officiellement.

Selon la ministre, cet argent était dissimulé dans sa salle de bains, car son bureau ne disposait pas de coffre-fort.

A quelques mois de l'élection présidentielle, l'opposition au Congrès argentin s'est aussitôt emparée de ce scandale, réclamant la saisie de la Cour suprême.

Un sénateur du parti Proposition républicaine (droite), la formation du nouveau maire de Buenos Aires, Mauricio Macri, principale figure de l'opposition à M. Kirchner, a annoncé hier avoir déposé plainte contre la ministre, l'accusant d'avoir falsifié sa déclaration de patrimoine.

Cette affaire intervient alors que l'épouse du chef de l'Etat, Cristina Fernandez de Kirchner, a été introduite en tant que candidate à la présidentielle, pour succéder à son époux.

Agence France-Press

ACTUALITÉS

COUILLARD

SUITE DE LA PAGE 1

et à deux ans pour les plus de cinq ans. À la fin cette période, si les parents n'ont pas réussi à se reprendre en mains, ils perdront définitivement la garde de leur enfant. Le cas échéant, un projet de vie permanent lui sera proposé, normalement par le biais d'une adoption dite plénière qui rompt tous les liens de droit qui unissaient l'enfant à sa famille d'origine.

Cette perspective inquiète beaucoup l'Association des grands-parents du Québec qui, hier, ne cachait son inquiétude de voir son rôle diminuer, voire être purement et simplement éradiqué avec la nouvelle loi. «Une fois l'adoption complétée, l'article 611, qui reconnaît des droits aux grands-parents, sera caduc», explique son président, Henri Lafrance. Ce dernier a déjà reçu les confidences de grands-parents aujourd'hui face à un dilemme cornélien. «Les grands-parents dont les enfants sont aux prises avec des problèmes de toxicomanie ou de violence s'inquiètent. S'ils contactent la DPJ, ils risquent de perdre l'enfant, mais s'ils ne disent rien, c'est la sécurité de l'enfant qui peut alors être compromise.»

Se voulant rassurant, le ministre Couillard a estimé hier que leurs craintes ne sont pas fondées et qu'ils auraient avantage à faire confiance à la nouvelle loi qui met le droit de l'enfant au-dessus de tout. Certes, il est vrai que l'adoption plénière choisie par le Québec confère à l'adopté une filiation qui se substitue complètement à sa filiation d'origine, mais cette nouvelle identité n'empêchera pas les droits de visite pour autant. «Même si l'adoption plénière rompt le lien de filiation, cela ne veut pas dire que le droit de visite sera interdit, cela reste un droit qui devra être respecté en autant que le bien de l'enfant est respecté.»

La dernière version de la loi va même plus loin en prévoyant une autre option que l'adoption plénière, soit la tutelle, une mesure spécialement mise en place pour favoriser les personnes qui sont significatives pour l'enfant, au premier chef ses grands-parents. Contrairement à l'adoption plénière, la tutelle permet le maintien des liens familiaux. De plus, elle sera assortie d'une aide financière qui sera annoncée sous peu par le ministère de la Santé, conjointement avec celui de la Justice. «Beaucoup de grands-parents nous disaient qu'ils aimeraient être tuteurs, mais qu'ils n'avaient pas les moyens de l'être. Ce ne sera plus un problème puisque un soutien financier sera annoncé très bientôt.»

Tout cela ne suffit pas à convaincre le président de l'Association des grands-parents du Québec qui rêve ouvertement de plus de souplesse encore. «Dans le meilleur des mondes, on permettrait l'adoption simple, comme cela se fait en France, en Belgique ou même ailleurs au Canada, parce qu'il s'agit d'une formule qui fait en sorte que la famille élargie ne disparaît pas», confie Henri Lafrance, qui déplore la grande vitesse avec laquelle le projet de loi est entré en vigueur. «On trouve que les choses sont allées trop vite. On n'a pas le temps de voir venir, on se contente d'éteindre des feux.»

Les principaux concernés, eux, sont beaucoup plus optimistes. Le directeur général de l'Association des centres jeunesse du Québec, Jean-Pierre Hotte, croit que la société est fin prête pour ce changement de paradigme. Quant aux inquiétudes formulées par les grands-parents, il les comprend, mais il juge lui aussi qu'elles ne sont pas du tout fondées. «Ils auraient aimé un mécanisme automatique, mais nous sommes bien placés pour savoir que cela n'aurait pas toujours servi les intérêts des enfants. Vous savez, ce ne sont pas tous les grands-parents qui sont aptes à garder un enfant.»

Selon lui, la tutelle saura apaiser leurs craintes lorsqu'ils auront pu en mesurer toute la portée. Bien sûr, tous ces changements viendront chambouler les manières de faire dans les centres jeunesse, mais ce sera pour le mieux, affirme M. Hotte. «Depuis un an, des pas importants ont été faits. Pas moins de 16 000 personnes ont été formées dans nos centres, mais aussi dans les milieux juridique et communautaire et dans les établissements de santé. Trente millions ont été investis. On a une bonne marge de manœuvre.» Le projet toutefois dépasse largement les frontières des centres jeunesse et la société devra y mettre du sien, prévient-il. Rendez-vous dans un an pour un premier bilan.

Le Devoir

EN BREF

Réfugiés: la ministre aura un plus grand contrôle

Ottawa — La ministre de l'Immigration, Diane Finley, exercera un contrôle accru sur la nomination des arbitres en vertu d'un nouveau processus, instauré hier, de sélection des membres de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié. La décision a aussitôt été dénoncée par des membres de l'opposition et des défenseurs des droits des réfugiés, qui prédisent que le gouvernement de Stephen Harper va remplir la CISR de «copains» des conservateurs, lesquels souhaitent rendre plus difficile l'accès du Canada aux demandeurs du statut de réfugié. Cela «ouvre la porte à une plus grande ingérence dans le processus de sélection», a déclaré le critique libéral en matière d'immigration, Omar Alghabra. Mais la ministre Finley a assuré, dans un communiqué de presse, que le nouveau processus de sélection renforcera le système de nomination fondé sur la compétence, tout en accroissant la transparence et l'équité. La nouvelle façon de faire repose sur les recommandations de la Commission des nominations publiques, à laquelle le gouvernement Harper avait demandé de revoir le processus de nomination, l'automne dernier. — PC

Rectificatif

Nous avons omis de mentionner le nom de l'auteur des photos publiées dans l'Agenda de la semaine du 30 juin au 6 juillet 2007 illustrant notre article au sujet du documentaire *Nestor et les oubliés*. Il s'agit de Michel La Veaux, qui est aussi le directeur photo du film. Nos excuses.

RABASKA

SUITE DE LA PAGE 1

Ils reprochent notamment au rapport du BAPE son «ton complaisant» et ses «faiblesses argumentaires» en ce qui a trait à la justification économique et énergétique du projet. Le gouvernement, disent-ils, aurait dû mandater la Régie de l'énergie afin qu'elle évalue la pertinence pour le Québec de se doter non pas d'un, mais de deux terminaux méthaniers, puisque le projet de Gros-Cacouana vient d'être approuvé par décret gouvernemental. Un troisième projet — celui de Grande-Anse au Saguenay — n'a pas encore passé l'étape des audiences publiques.

«Il fallait d'abord obtenir une audience sur les besoins de gaz et la diversification énergétique», a plaidé André Bélisle, de l'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA). «Comme on ne l'a pas eue, le BAPE est allé au pif et, même si ce sont des professionnels, on ne pouvait pas se passer d'un éclairage d'abord.»

Les opposants montrent aussi du doigt le président du BAPE, William Cosgrove, dont la nomination en 2004 avait été très mal accueillie dans le milieu environnemental. «Ce gars-là a travaillé pour l'entreprise privée et s'est fait l'avocat de la privatisation de l'eau», a dénoncé hier Daniel Breton, de la

Coalition Québec-Vert-Kyoto. «Et c'est lui qui est à la tête de la démocratie environnementale au Québec? Là, il y a un problème!»

Fidèle à ses habitudes, le BAPE a refusé hier de faire des commentaires sur ses positions. Quant à la nouvelle ministre de l'Environnement, Line Beauchamp, elle est en vacances jusqu'à la fin août. Lors d'une entrevue à Radio-Canada en fin de semaine, elle s'était toutefois montrée disposée à rencontrer les opposants à son retour.

Le gaz n'est pas destiné aux États-Unis, martèle le promoteur

Hier, le promoteur du projet, Glenn Kelly s'est dit très déçu par ces interventions. «Particulièrement parce que ces personnes qui s'en prennent au BAPE étaient aux audiences pendant les 19 jours que nous avons passés ensemble. Ils ont louangé le BAPE et le processus et ils ont louangé la qualité des commissaires.» Il les accuse de s'en prendre à une institution «très qualifiée et compétente» simplement parce qu'ils n'aiment pas «la teneur» du rapport. «Ce que les opposants ont dit, ils l'ont déjà dit au BAPE. Tout ça est au dossier et a été évalué.»

Les positions des deux camps pourraient difficilement être plus divergentes. Pendant que les opposants dénoncent l'un des pires rapports de l'histoire du BAPE, M. Kelly affirme qu'il s'agit du rapport «le plus positif et le plus clair du BAPE qu'il y a vu».

Dans l'éventualité où le mouvement de contesta-

tion prendrait de l'ampleur, le représentant du consortium formé de Gaz Métro, Gaz de France et Enbridge assure qu'«il sera là» notamment pour répliquer aux «choses fausses [sic]» colportées par les opposants sur son projet.

«Ce n'est pas vrai que le gaz est pour les États-Unis», martèle-t-il. Le fait que le gaz soit destiné au marché américain est en effet souvent invoqué par les opposants, dont l'ex-ministre Thomas Mulcair.

Or, selon M. Kelly, c'est plutôt le gaz de Gros-Cacouana qui serait destiné au marché américain. «Le projet Rabaska, c'est pour les besoins du Québec et de l'Ontario. On ne veut pas tasser tout le gaz qui vient de l'Ouest canadien, on veut avoir deux sources d'approvisionnement. [...] Si vous regardez le projet de Gros-Cacouana, vous voyez que les marchés américains sont visés.»

Quant à savoir si son projet a des chances d'être approuvé en dépit du feu vert donné par le gouvernement à Gros-Cacouana, M. Kelly laisse entendre que ce dernier n'est pas près de se réaliser. «Gros-Cacouana a reçu son décret. Est-ce que Gros-Cacouana va être construit ou réalisé? Je ne le sais pas. [...] Je peux vous dire que Gros-Cacouana a reçu un décret seulement pour son terminal», dit-il, en appelant à juste titre que l'autre partie du projet, le gazoduc, doit, à son tour, être évaluée par le BAPE. «Tout le processus qu'ils ont fait avec le terminal doit maintenant être refait.»

Collaboratrice du Devoir

USTENSILES

SUITE DE LA PAGE 1

compostage et recyclage. Son livre, *Le compostage facile*, s'est vendu à 12 000 exemplaires. Il est en voie de traduction par le Conseil canadien du recyclage. Au Canada comme au Québec, les déchets domestiques qu'on pourrait composte au lieu de les enfouir représentent 40 % du sac vert.

Aujourd'hui, et depuis quatre ans, le chiffre d'affaires de Nova Envirocom double chaque année et dépassera le cap des sept millions. Une seule commande en négociation pour de la vaisselle et des ustensiles compostables, raconte-t-il, porte sur 77 millions de pièces!

«On n'a pas idée de ce qui va à l'enfouissement inutilement», raconte-t-il dans son bureau de Sherbrooke en jouant avec un jeu d'ustensiles compostables que fabrique la société Plastech de Sherbrooke. Cette dernière s'est d'ailleurs tellement piquée au jeu qu'elle a accepté de se lancer dans ce que Pierre Morency appelle un «partenariat», une formule par laquelle les deux entreprises vont investir conjointement dans la fabrication des moules et l'adaptation des équipements d'injection à la pâte de plastique Materbi, qui vient d'Italie. Cette pâte de plastique, dont on fait les nouveaux ustensiles est faite à partir d'amidon de maïs certifié biologique. Le reste de la vaisselle, comme les verres et les assiettes, est fait de PLA, un plastique lui aussi compostable, mais transparent et moins résistant à la chaleur. Morency et ses partenaires étudient une nouvelle formulation de plastique compostable qui pourrait être fabriqué à partir d'amidon de pommes de terre.

Compostable ou recyclable

Certes, convient l'écologiste toujours présent derrière l'homme d'affaires, on peut imaginer que bien des gens voudront acheter de la vaisselle compostable pour les parties d'été sur la plage ou dans la cour arrière. À la fin du repas, on envoie tout aux déchets et, quelques semaines plus tard, tout sera transformé en terre.

Mais ce n'est pas ce marché que vise Pierre Morency. Le vrai gaspillage de plastique, dit-il, est produit par la restauration rapide et dans les grandes cafétérias d'hôtels, de cégeps, d'entreprises ou du gouvernement, là où la vaisselle jetable en plastique ordinaire file au site d'enfouissement, où elle mettra entre 200 et 300 ans à se décomposer en libérant au passage plusieurs molécules qu'on ne voudrait pas retrouver dans son eau potable.

«Les seules solutions vraiment écologiques», explique Pierre Morency, c'est le compostage ou l'utilisation de vaisselle qu'on réutilisera après l'avoir lavée. Il est un adversaire déclaré des plastiques «oxo-biodégradables», produits par des concurrents à moindre prix, qui mettent moins de temps à se décomposer que du plastique ordinaire mais le font en libérant des molécules souvent toxiques. C'est d'ailleurs pourquoi le Bureau de

normalisation du Québec (BNQ) vient de refuser à ces plastiques «biodégradables» l'appellation «compostables».

Morency raconte avoir refusé, il y a quelques temps, une proposition de fabriquer avec du plastique PLA compostable des bouteilles de plastique transparentes, utilisées pour l'eau embouteillée. Envoyées en grandes quantités dans le bac vert avec le plastique recyclable, ces bouteilles de PLA compostables pourraient «contaminer» les stocks de plastique ordinaire que les municipalités recueillent et recyclent via la collecte sélective. Les plastiques censés se biodégrader ont en effet la propriété de rendre le plastique instable, ce qui peut détruire la valeur économique du plastique ordinaire recyclé. Or la multiplication des plastiques «biodégradables mais pas compostables» que sont les «oxo-dégradables» — ceux qui se fragmentent dans le sol par oxydation chimique — commence à inquiéter Recycy-Québec, au point que cet organisme a lancé une étude pour déterminer à partir de quand tous ces «biodégradables» que les entreprises distribuent pour se donner une image écologiste, vont menacer le recyclage.

En réalité, tout ce qui est compostable ou biodégradable ne devrait jamais aller au recyclage mais au compostage ou aux déchets, explique Morency. Ce sont deux filières différentes, que le public devra différencier rapidement.

Pour Pierre Morency, l'idéal, c'est d'intégrer vaisselle et ustensiles compostables dans une filière de compostage industriel ou municipal, qui vont inévitablement se multiplier.

«Nos terres au Québec, conclut Pierre Morency, ont perdu — en raison de l'agriculture intensive qui s'y pratique — beaucoup de matière organique que les engrais ne peuvent remplacer. Ce qu'il faut, c'est produire de gros volumes de composts à base d'aliments et de véritables matériaux compostables, lesquels ne contiennent aucun agent toxique, et retourner tout ça aux champs parce que c'est la meilleure qualité de compost. En tout cas, c'est pas mal mieux accueilli par les cultivateurs que les boues d'usine d'épuration...»

Mais le nouvel industriel vert n'entend pas en rester là même s'il est déjà implanté, notamment, dans la vente des gros bacs roulants utilisés pour le recyclage ou les déchets. Il annoncera demain une entente avec le plus important producteur italien de «collecteurs» de produits recyclables, Venetta Plastica, qui s'implante au Québec pour y distribuer toute sorte de contenants destinés à récupérer les piles usagées, les téléphones cellulaires, les cartouches d'encre, etc. D'ici un an, c'est un investissement de 800 000 \$ que les deux partenaires envisagent de faire pour concevoir et produire ici de nouveaux produits. Comme quoi le vert de l'écologie peut ressembler à celui des billets...

Le Devoir



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Les collecteurs de produits recyclables, comme ce récipient conçu en Italie, sont appelés à se multiplier au Québec, au fur et à mesure que l'obligation de récupérer s'étendra.

HÔPITAUX

SUITE DE LA PAGE 1

au système électronique d'appels d'offres SE@O. Par exemple, PPP Québec refuse de dévoiler quel le somme sera versée aux candidats pour qu'ils préparent leur proposition respective.

«Sinon, ça ferait perdre une vente à SE@O. On peut vous dire à peu près comment ça fonctionne. Mais je ne peux pas vous donner de précisions», a expliqué hier au Devoir Karla Duval, de PPP Québec. Mme Duval a souligné que l'appel de qualification et les informations qu'il contient ne sera disponible pour le grand public que lorsque la sélection sera terminée.

Les projets du CHUM, de son centre de recherches, du CUSM ainsi que de l'hôpital Sainte-Justine totalisent pour l'instant 3,6 milliards de dollars. La plus grande partie de la modernisation des hôpitaux se fera en mode PPP; une somme de 2,185 milliards est prévue pour ces chantiers. Les travaux de rénovation (dont l'hôpital Saint-Luc et Sainte-Justine) seront effectués selon la formule conventionnelle.

Les coûts finaux pourraient toutefois encore augmenter, comme le directeur exécutif des projets, Clermont Gignac, continue à le rappeler. Il y a un an, le gouvernement apportait un ajustement

de plus d'un milliard de dollars, faisant passer la facture prévue de 2,5 milliards à 3,6 milliards. L'estimation devrait devenir le «budget convenu» au printemps prochain, lorsque les projets auront été définis en détail et que les risques auront été établis. Cette étape devrait être franchie en même temps qu'aura lieu la sélection des partenaires privés. L'échéancier de réalisation devrait également être arrêté à ce moment; l'objectif, à l'origine 2010, est passé à 2013.

C'est le 18 juin dernier que les ministres Jérôme-Forget et Couillard annonçaient officiellement le choix des PPP. Comme s'est plu à le dire le ministre de la Santé, les hôpitaux entraient ainsi dans la «phase de non-retour». Renchérissant, la présidente du Conseil du trésor et ministre des Finances a fait l'éloge des PPP. «Je suis confiante que cette démarche, qui a largement fait ses preuves à travers le monde et qui inclut un partage des risques avec le secteur privé, contribuera à assurer la qualité et la pérennité des infrastructures hospitalières de Montréal», avait alors déclaré Monique Jérôme-Forget.

Lors de cette conférence de presse, à laquelle les représentants d'entreprises privées étaient aussi nombreux que les journalistes, PPP Québec a remis une liste de projets PPP en santé réalisés au

Canada et dans le monde. On en compte six en Colombie-Britannique, 16 en Ontario, un au Nouveau-Brunswick et un en Alberta. Plusieurs projets sont également menés en Europe (Espagne, France, Italie, Grande-Bretagne, Portugal et Australie). Un seul de ces projets a l'ampleur du CHUM et du CUSM en ce qui a trait à l'investissement. Il s'agit d'un réaménagement hospitalier de 1248 lits, pour un coût de 2,2 milliards de dollars.

Le Québec en est à ses premières expériences en matière de PPP. On compte le prolongement de l'autoroute 25, la construction de la salle de concert pour l'Orchestre symphonique de Montréal et les projets du CHUM et du CUSM.

Le chef de l'opposition officielle à l'Assemblée nationale, Mario Dumont, adhère à cette vision des choses. Lors d'un point de presse imprévu il y a dix jours, M. Dumont a expliqué qu'un gouvernement de l'Action démocratique du Québec ne remettrait pas en question les projets du CHUM et du CUSM, ni leur mode de réalisation. «Il faut certainement être très vigilant, voir de près toutes les dépenses qui pourraient leur être attribuées, mais sur le fond, il serait de notre intention de poursuivre l'orientation du gouvernement», a alors indiqué M. Dumont.

Le Devoir

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514-985-3333

Comment nous joindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

La publicité

Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courrier avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
Du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courrier abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390